

**FICHE INDIVIDUELLE A DESTINATION DES SERVICES D'EAU
PARTICIPANT A L'ETUDE CEP
DONNEES 2011**



Nom de la collectivité : Syndicat Intercommunal des Eaux de Casserousse

Type de collectivité : Syndicat de production

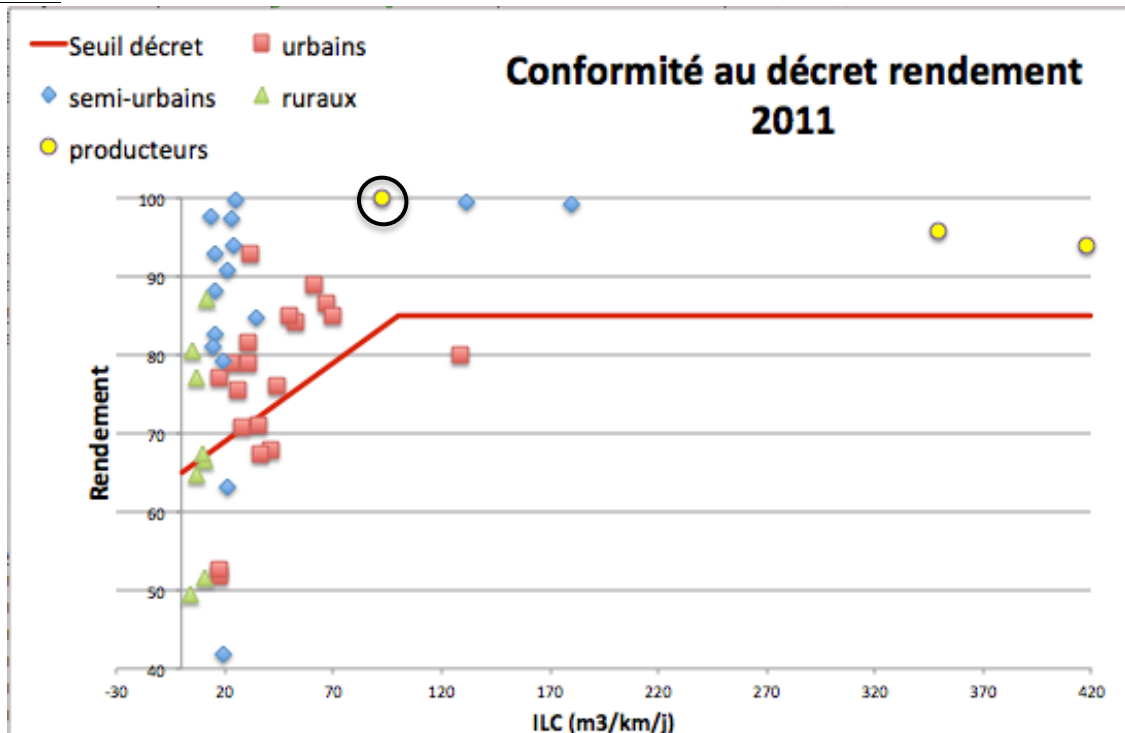
Les données présentées ci-dessous ont été renseignées par le service d'eau potable sauf celles marquées d'un astérisque « * ». Celles-ci ont été calculées à partir des données renseignées par les services, voir notice explicative.

COLLECTIVITE	PERIMETRE CEP
Généralités Adhérents : 5 communes en 2011 ILC : 92,6 m ³ /km/j Habitants : 7 000 Densité habitants* : non pertinent Mode de gestion : régie directe Maillages : 1 Linéaire de réseau : 14,850 km Volume entrant: 477 Mm ³ Installation de traitement : oui Volume vendu: 477 Mm ³	Abonnés CEP : 170.733 Habitants CEP : 467.591 Linéaire total : 2.145 km Branchements : 98.355 Volume facturé : 30,2millions m ³
Gestion Patrimoniale Ouvrages : 12 captages, 1 microcentrale (2012), 3 stations de traitement, une conduite à haute pression (6km) Nombre total de compteurs : 0 Pourcentage de compteurs +12 ans : aucun compteur Linéaire renouvelé sur 5 ans : 0 km Pourcentage moyen renouvelé par an* : 0 % Connaissance de l'âge des réseaux : oui	Compteurs CEP : 173.954 % CEP (+12ans) : 37,1 % moyenne CEP : 1%/an moyenne nationale 2009 : 0,6%/an
Performance Rendement* : 100 % Indice Linéaire de Pertes* : 0 m ³ /km/j	Rendement CEP : 79,1% ILP CEP : 12,0 m ³ /km/j
Décret "rendement" : Niveau de connaissance du patrimoine : non pertinent Seuil de rendement imposé par le décret* : 83,5% Rendement 2011 : 100 % rendement lissé sur 3 ans* : 100 % <u>Graphie de conformité des rendements en p2</u>	Moyenne CEP : 61/100 pts Seuil décret CEP : 72,8 % Rendement CEP : 79,1% Rendement CEP lissé : 78,4%
Branchements en plomb : Nombre de branchements en plomb restant connus : 0 Evaluation du coût de remplacement* : 0 € Estimation par le service d'eau de la fin des travaux : immédiat	Nombre CEP : 4.506 Total CEP : 9.787 k€
Données financières Recettes réelles totales de fonctionnement: 217,9 k€ Capacité d'autofinancement 2011* : 14,7 k€ Durée d'extinction de la dette 2011* : 17,9 ans Prix 2011 du service d'eau potable** (base 120m ³) : 0,3862 €/m ³ Evolution du prix depuis 2008* : non pertinent <u>Graphique d'analyse p2.</u>	CAF CEP : 9.000 k€ Extinction dette CEP : 5,4ans Prix moyen CEP : 1,14 €/m ³ Evolution CEP : +14,8 % Prix moyen national : 1,55€/m ³ (2009)

* calcul CEP, voir notice explicative

** calculé comme suit : participation totale des communes 2011 / volumes fournis 2011

Graphique 1 : Conformité des rendements de 2011 par rapport aux exigences du décret



Le SIEC est entouré.

Elle est à interpréter au regard des syndicats producteurs (ronds jaunes). En 2011 son rendement était de 100% et dépassait de plus de 16 points le seuil imposé par le décret "rendement". En 2008 (pas sur le graphique), son rendement était également de 100%. En 2011, le niveau de rendement satisfaisait donc pleinement aux exigences réglementaires. On notera que même pour un syndicat de production, ce niveau de performance est exceptionnel. Le réseau comporte en effet 6 km de conduite en haute pression en acier soudé qui ne peuvent accepter aucune fuite sans mettre en péril l'alimentation en eau. Il serait prudent de vérifier de l'âge des compteurs situés sur les installations de captage pour s'assurer qu'ils ne sous-comptent pas.

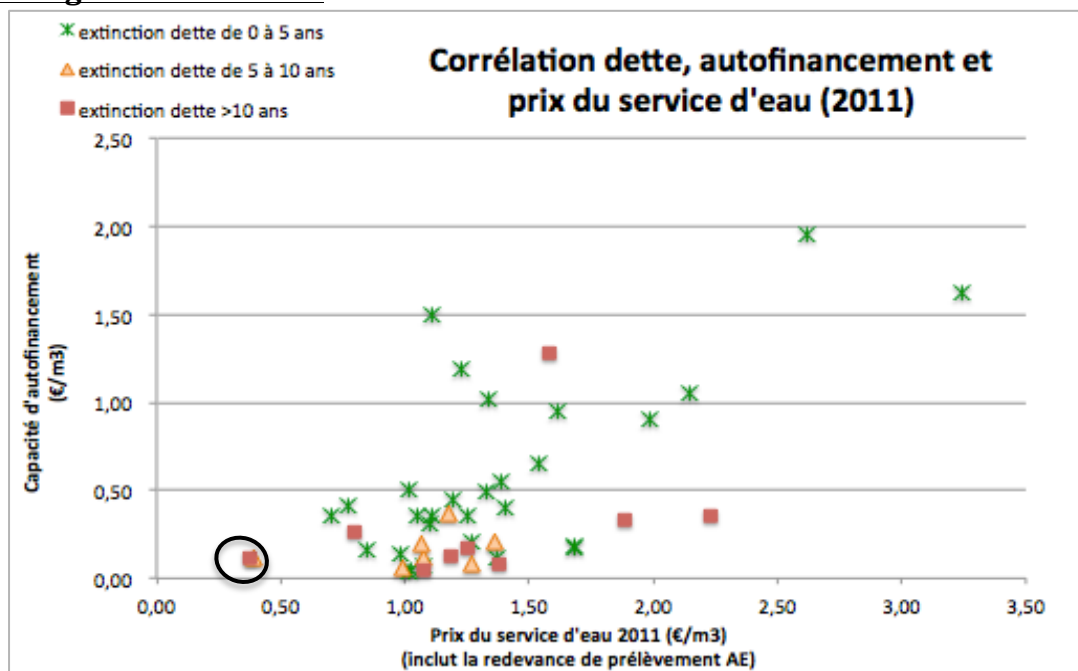
On notera que le rendement traduit moins l'état du réseau que les consommations de ses usagers. Pour mesurer la performance en matière de fuites, l'ILP est plus approprié, puisqu'il estime les pertes sur le réseau. L'ILP du SIEC est de 0 m³/km/j, et est le même depuis 2008. En 2011, le réseau du SIEC présentait une étanchéité optimale.

Avec ce niveau de performance, le service d'eau du SIEC peut consacrer ses efforts à d'autres priorités que la recherche de fuites. Il a déjà entamé une nouvelle démarche en assurant désormais des services de gestion de réseau de distribution ou en installant une microcentrale.

Sur son réseau de production, le service peut envisager l'amélioration du degré de connaissance de son patrimoine. Le service a une bonne connaissance de son réseau, il connaissait notamment l'âge ou la période de pose de ses conduites.

Outre l'enjeu réglementaire que constitue désormais la connaissance du patrimoine avec le décret "rendement", cette connaissance permet à de nombreux services d'eau d'identifier les zones fragiles car vieillissantes du réseau d'eau et d'anticiper les futurs pics de renouvellement grâce à une pyramide des âges. A toute fin utile, ce principe est bien sûr applicable aux réseaux de distribution.

Graphique 2 : Dette, autofinancement, prix du service eau potable : vision globale des marges de manœuvre



Le graphe ci-dessus propose de croiser 3 données financières : le niveau de dette, l'autofinancement (en ordonnée, qui inclut les montants d'assainissement et d'agence de l'eau) et le prix du service d'eau, base 120m³ (en abscisse).

Le SIEC est entouré. Il est en losange jaune, accolé au SIERG en carré brun. Les syndicats producteurs se jouxtent tous dans ce graphique (prix autour de 40cts/m³ et CAF autour de 11 cts/m³). Les distributeurs sont laissés à titre informatif.

Son extinction de dette est de 17,9 ans (supérieure à 10 ans, carré brun) et elle dégagait en 2011 un autofinancement de 0,03 €/m³ facturé, pour un prix de l'eau de 0,38 €/m³. Ce prix de l'eau est calculé par un ratio « participation communale / volumes fournis ».

Cela traduit *a priori* une santé financière délicate du service d'eau.

En effet, le prix pratiqué est largement inférieure aux prix des services de distribution (moyenne à 1,14€/m³ en 2011). Ce prix permet de dégager un autofinancement très faible de 3 cts/m³ facturés (total de 15 k€ en 2011).

Le niveau de dette est de 389 k€ en 2011, la CAF très faible cause une durée d'extinction de 17,9 ans. Ce qui signifie que la dette serait remboursée en 18 ans si l'intégralité de la CAF y était consacrée.

En 2010, la dette était bien moins élevée. C'est en effet la récente mise en place de la microcentrale qui a justifié un nouvel emprunt. Par ailleurs, l'activité économique du SIEC est actuellement en période de transition, avec notamment une redéfinition des statuts du syndicat. Des évolutions sont donc à prévoir pour les prochaines années.

Quelles marges de manœuvre en cas de besoin d'investissement ?

S'il devait financer de nouveaux travaux, le service pourrait soit s'autofinancer, soit contracter un nouvel emprunt. L'autofinancement semble très faible, mais devrait s'améliorer avec les revenus de la nouvelle microcentrale (hausse de la CAF, baisse de la durée d'extinction de dette). Dans tous les cas, pour dégager davantage d'autofinancement, le SIEC semble disposer d'une marge de manœuvre en termes d'augmentation du prix de l'eau. Cette solution serait intéressante pour des investissements réguliers à moyen terme (remboursement de la dette p.ex.).

Pour un investissement ponctuel, un emprunt serait approprié, mais le SIEC peut difficilement se le permettre s'il n'augmente pas sa CAF.

A long terme, afin d'anticiper les possibles pics de renouvellement dus au vieillissement simultané des conduites, et dans le cadre des préconisations de la Directive Cadre Européenne 200/60/CE, le service peut envisager la possibilité de provisionner pour financer ces futurs travaux.